

C.S.M.E

Siège Social : Parc Municipal des Sports

93800 EPINAY SUR SEINE

Rapport du Commissaire aux comptes
sur les Comptes Annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

**CABINET PÉRON
& ASSOCIÉS**

27 rue Alfred Nobel
77420 Champs sur Marne

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les Comptes Annuels

À l'Assemblée générale de C.S.M.E,

1 - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du CLUB SPORTIF MULTISECTIONS D'EPINAY SUR SEINE (C.S.M.E) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 - Fondement de l'opinion

2.1 Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

3- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

5- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Bureau.

6- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

CABINET PÉRON & ASSOCIÉS

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Champs Sur Marne, le 20 juin 2023

Le commissaire aux comptes

CABINET PÉRON & ASSOCIÉS



Jean François PÉRON



CLUB SPORTIF MULTISECTIONS D'EPINAY SUR SEINE



6, avenue de l'attre de tassigny, 93800 Epinay sur seine

Tél : 01-42-35-06-42 / E-mail : info@csme.fr / site : www.csme.fr

ETATS FINANCIERS DE L'ANNEE 2022 :

Compte de Résultat

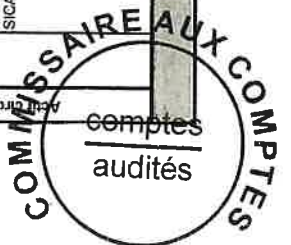
Bilan

Annexe



Bilan financier 2022

Actif				Passif			
Classe		Montant	Montant	Classe		Montant	Montant
		N	N-1			N	N-1
Actif fixe (argent immobilisé)				Capitaux permanents (ressources durables de l'association)			
2	Immobilisations - Net Biens durables (> 1an) propriété de l'association	2 487,40 €	8 064,49 €	1	Capitaux propres	524 103,40 €	490 268,88 €
20	Immobilisations incorporelles non amortissables (fonds de commerce, brevets, licences)			10	Capital ou Fonds associatif (apport des fondateurs de l'association) et subventions non renouvelables (accordées pour l'achat d'un bien dont le renouvellement ou amortissement est à la charge de l'association)		
21	Immobilisations corporelles amortissables (immobilier, mobilier)	161 674,05 €	161 674,05 €	11	Report à nouveau (résultats antérieurs en réserve)	495 258,88 €	379 641,58 €
27	Immobilisations financières (actions, obligations et cautions)	1 549,00 €	1 549,00 €	12	Résultat du dernier exercice (positif ou négatif)	28 844,52 €	115 617,30 €
28	Amortissement des immobilisations	160 765,65 €	154 288,56 €	13	subventions d'investissement renouvelables (accordées pour l'achat d'un bien dont le renouvellement sera assuré par le financeur)		
3	Stocks Marchandises, matières premières			15	Provisions pour risques et charges (assurance sur l'avenir qui consiste à provisionner des fonds en cas d'excédent pour se prémunir des risques éventuels),		
4	Créances	7 005,56 €	689,21 €	16	Emprunts à moyen et long terme (EMLT > 1 an)		
	Personnes physiques ou morales qui doivent de l'argent à l'association	689,21 €	689,21 €	19	Fonds dédiés (ressources financières non encore utilisées : subventions, donations, legs)		
	Charges constatées d'avance	6 316,35 €					
5	Comptes financiers - Trésorerie	633 392,60 €	606 861,79 €	4	Comptes de tiers (emprunts et dettes à court terme)	18 762,18 €	20 346,81 €
	Disponibilités bancaires	453 385,09 €	425 265,86 €		Personnes physiques ou morales à qui l'on doit de l'argent à court terme (DCT)		
	Comptes épargne	75 643,88 €	76 096,13 €		Factures non parvenues	6 325,20 €	6 600,00 €
	Caisse	4 363,63 €	4 599,80 €		Dettes financières (découverts bancaires, emprunts)		
	SICAV (valeurs mobilières de placement)				Dettes d'exploitation (fournisseurs)		
					Dettes diverses (sociales ou fiscales)	12 426,96 €	13 746,61 €
					Produits constatés d'avance		
Total Actif Bilan				Total Passif Bilan			
542 855,50 €				542 855,50 €			
515 805,49 €				515 805,49 €			



COMPTE DE RESULTAT EXERCICE 2022

CHARGES	N-1 / €	N / €	PRODUITS	N-1 / €	N / €
60. Achats (sauf 603)			70. Ventes de produits et services		
601. Matières premières	0,00		701. Ventes de produits finis	0,00	0,00
602. Autres approvisionnements			702. Ventes de produits Intermédiaires	0,00	0,00
604. Etudes et prestations	10 859,72	28 697,30	704. Travaux	0,00	0,00
606. Achats non stockés	30 673,39	91 959,78	705. Etudes	0,00	0,00
607. Achats de marchandises			706. Prestations de services	0,00	0,00
Total achats	41 533,11	120 657,08	707. Ventes de marchandises	0,00	0,00
603. Variation des stocks	0,00	0,00	708. Produits des activités annexes	0,00	
			Total ventes	0,00	0,00
61. Services extérieurs			75. Produits de gestion		
611. Sous-traitance générale	0,00		751. Redevances pour concessions	0,00	
612. Redevances de crédit-bail			754. Collectes	0,00	
613. Locations	6 830,42	7 117,61	756. Cotisations	216 695,58	277 109,83
614. Charges locatives			758. Produits divers de gestion	4 831,40	24 665,36
615. Entretien et réparations	6 066,36	15 828,50	Total produits de gestion	221 526,98	301 775,19
616. Primes d'assurances	11 271,12	11 547,08			
617. Etudes et recherches					
618. Divers	17,36	136,00			
Total services extérieurs	24 185,26	34 629,19			
62. Autres services extérieurs			Autres produits		
621. Personnel extérieur	18 540,74	29 310,83	71. Production stockée	0,00	0,00
622. Rémunérations d'intermédiaires	10 657,00	10 295,00	72. Production immobilisée	0,00	0,00
623. Publicité et relations publiques	3 932,74	1 167,59	74. Subventions d'exploitation	235 207,72	321 596,00
624. Transports			Ville	217 605,00	232 905,00
625. Déplacements et réceptions	12 528,29	35 952,82	Conseil Général		1 400,00
626. Frais postaux et de télécoms	3 089,16	1 725,38	Conseil Régional		
627. Services bancaires et assimilés	670,00	691,27	Etat		
628. Divers	42 444,56	55 847,28	Autres subventions	12 602,72	63 850,94
Total autres services extérieurs	91 862,49	134 990,17	Aide à l'emploi	5 000,00	23 440,06
64. Charges de personnel			743. Partenaires		
641. Rémunérations du personnel	158 750,10	215 884,11	754. collectes (mécénat)		
6413. Indemnisation Quasi Bénévoles	12 202,50	21 905,00	76. Produits financiers	378,59	1 013,01
6414. Indemnités avantages divers	7 844,94	5 950,00	77. Produits exceptionnels	35 650,17	-97,50
645. Charges de sécurité sociale	26 444,25	51 930,01	78. Reprises sur amortissements	15 000,00	
647. Autres charges sociales	4 013,99	3 048,11	79. Transferts de charges	7 644,56	18 539,44
648. Autres charges de personnel			Total autres produits	293 881,04	341 050,95
Total charges de personnel	209 255,78	298 717,23			
Autres charges			TOTAL PRODUITS	515 408,02	642 826,14
63. Impôts et taxes	3 391,06	3 483,01	RESULTAT (excédent ou déficit)	115 617,30	28 844,52
65. Autres charges de gestion couran	12 506,51	14 670,17			
66. Charges financières					
67. Charges exceptionnelles	8 304,23	337,68			
68. Dotations aux amortissements	8 752,28	6 497,09			
69. Impôts sur les sociétés					
Total autres charges	32 954,08	24 987,95			
TOTAL CHARGES	399 790,72	613 981,62			
86. Emplois des contributions volontaires			87. Contributions volontaires		
860. Secours en nature	0,00	0,00	870. Bénévolat	0,00	0,00
861. Mise à disposition gratuite de bi	0,00	0,00	871. Prestations en nature	0,00	0,00
862. Prestations	0,00	0,00	872. Dons en nature	0,00	0,00
864. Personnel bénévole	0,00	0,00			
Total emplois des contributions	0,00	0,00	Total contributions volontaires	0,00	0,00



ANNEXES AU BILAN

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 542 855,56 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits de gestion sont de 301 775 Euros et dégagant un excédent de 28 844 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice

TABLEAU IMMOBILISATIONS

Année 2022

	A	B	C	D
Situations et mouvements	Immobilisations cumulées au début de l'exercice	Augmentations immobilisations de l'exercice	Diminutions d'immobilisations de l'exercice	Immobilisations Cumulées à la fin de l'exercice
Rubriques				
Immobilisations corporelles	161674,05		0,00	161674,05
TOTAL GENERAL =	161674,05	0,00	0,00	161674,05

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Année 2022

	A	B	C	D
Situations et mouvements	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements Cumulés à la fin de l'exercice
Rubriques				
Immobilisations corporelles	154268,56		0,00	154268,56
TOTAL GENERAL =	154268,56	0,00	0,00	154268,56

TABLEAU DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Année 2022

	A	B	C	D
Situations et mouvements	Provisions cumulées au début de l'exercice	Augmentations Provisions de l'exercice	Diminutions Provisions de l'exercice	Provisions Cumulés à la fin de l'exercice
Rubriques				
	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL =	0,00	0,00	0,00	0,00

TABLEAU DES DETTES

Année 2022

	A	B	C
Rubriques	DETTES	- 1 an	+ 1 an
Fournisseurs factures non parvenues		6325,2	
Rémunération due		850,01	
Charges sociales sur congés payées		8322,39	
Formation professionnelle		2970	
impôts à la source		284,56	
Autres			
TOTAL (I) =	0,00	18 752,16	0,00
TOTAL (II) =	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL = (I)+(II)	0,00	18 752,16	0,00